

La Chine et l'Inde se renforcent en Amérique latine

L'attrait des matières premières incite les deux pays à multiplier les prises de participation au Chili, au Venezuela ou en Colombie

L'influence économique de la Chine s'étend sur l'ensemble de la planète, y compris en Afrique où l'empire du Milieu bouscule une présence européenne vieille de plusieurs siècles. La Chine marche également sur les anciennes chasses gardées des Etats-Unis, en devenant un partenaire commercial providentiel pour la plupart des pays d'Amérique latine.

Du fait de la place prédominante qu'y occupent les matières premières, l'Amérique latine est a priori une région complémentaire idéale pour le dragon asiatique. En novembre 2005, le Chili a ainsi conclu un accord de libre-échange historique avec la Chine, une première pour un Etat latino-américain. En 2005, le Chili destinait 11,1 % de ses exportations vers la Chine (contre 1,7 % en 1995). De même les exportations de pétrole brut du Venezuela vers la Chine sont en pleine expansion. Elles ont atteint 3 milliards de dollars en 2005. Fin août 2006, le gouvernement chinois a conclu un contrat de 11 milliards de dollars avec le gouvernement d'Hugo Chavez en vue d'augmenter la production de pétrole et de moderniser les infrastructures de transport du pays. Alors que les Etats-Unis restent le premier importateur de brut vénézuélien – en 2006, ces flux auront couvert 12 % de leurs besoins –, la solidarité croissante entre la Chine et les pays latino-américains, et en particulier entre Pékin et Caracas, ne passe pas inaperçue.

L'envergure du dragon chinois masque cependant l'avancée irrésistible de l'éléphant indien. L'investissement de Jindal Steel & Power en Bolivie, pour un montant de 2 milliards d'euros, à la mi-août 2006 est révélateur de l'ap-

pétit tout aussi grandissant des groupes indiens pour des placements à l'étranger. Depuis le début de l'année, les Indiens ont investi 7,2 milliards de dollars hors de leur pays, dont 45 % en Amérique latine, la quasi-totalité de ces investissements (3 milliards de dollars) l'a été dans le secteur pétrolier au Brésil et en Colombie. Par ailleurs, l'ONGC, l'entreprise nationale pétrolière indienne, a également signé un accord, avec son homologue chinoise, pour une prise de participation (850 millions de dollars à elles deux) dans Omimex, un groupe d'exploration colombien. A l'instar de leurs homologues chinoises, les entreprises indiennes sont attirées par les matières premières de l'Amérique latine.

Ce développement des relations entre l'Asie et l'Amérique latine est emblématique de la nouvelle donne économique mondiale. Les liens se nouent et se dénouent très rapidement, l'Europe, le Japon et les Etats-Unis devant céder de leur suprématie économique internationale face à une configuration plus équilibrée. Cette refonte est largement le fait des marchés émergents – comme en témoigne la coopération croissante entre les grandes entreprises du Sud telles que le brésilien CVRD [extraction de minerai de fer] et le chinois Baosteel [production d'acier] ou encore le chilien Codelco [extraction de cuivre] et le chinois Minmetals.

Pour l'Amérique latine, l'émergence de ces partenaires asiatiques est également un défi. Si, à court terme, la situation semble idéale pour les producteurs de matières premières, une spécialisation excessive des pays latino-américains dans ce secteur risque d'étouffer toute volonté de diversification au-delà des industries d'extraction. Comme en Afrique, certains pays de la région pourraient bien se retrouver très vite dans une impasse au lieu de s'engager dans la voie du développement, en exportant des produits à faible valeur ajoutée et en s'excluant ainsi peu à peu des chaînes mondiales de production industrielle. En outre, ces industries des mines et



En février, le chinois Minmetals a créé une joint-venture avec le géant chilien du cuivre Codelco. MORTEN ANDERSEN/BLOOMBERG NEWS

du pétrole ne sont pas de gros créateurs d'emplois.

Pour les pays d'Amérique latine qui ont su se diversifier – comme le Mexique avec sa gamme de produits manufacturés pour l'exportation –, le défi posé par l'Asie agit aussi comme un signal d'alarme. Cela dit, le Mexique bénéficie d'un avantage exceptionnel face à la Chine : sa proximité avec les Etats-Unis, qui absorbent plus de 85 % de ses exportations. S'il ne peut concurrencer la Chine pour les coûts de main-d'œuvre, le Mexique peut – puisqu'il est le voisin du premier consommateur du monde – se spécialiser dans la production « juste à temps », qui permet aux détaillants américains de réduire leurs coûts de stockage.

Toute la difficulté consiste désormais pour ce pays à renforcer son avantage géographique, en améliorant, par exemple, ses infrastructures.

Aucun pays d'Amérique latine ne peut plus ignorer les géants asiatiques. Partenaires providentiels aujourd'hui, la Chine et l'Inde peuvent du jour au lendemain devenir leurs pires ennemis. Une chose est sûre : pour éviter d'être balayés par le dragon ou écrasés par l'éléphant, les pays d'Amérique latine doivent apprendre à esquiver et continuer d'avancer. ■

JAVIER SANTISO,
chef économiste et directeur adjoint
du centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

« Fin août,
Pékin a conclu
un contrat
de 11 milliards de
dollars avec le
gouvernement
Chavez »